

**COMPTE-RENDU tenant lieu de PROCES-VERBAL
du Conseil Municipal
de la commune de Murviel-lès-Montpellier**

Séance du mardi 26 mai 2020

L'an deux mille vingt et le vingt-six mai à 18h00, le Conseil Municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, salle LAMOUREUX, sous la Présidence de Madame TOUZARD Isabelle, Maire.

Nombre des Membres

Afférents au Conseil Municipal	19
En Exercice	19
Présents	19
Qui ont pris part à la délibération	19

Présents : Mmes Isabelle TOUZARD, Mélanie ARNAL, Hélène BONNECUELLE, Corine DURAND, Claudine MOYA-ANNE, Juliette PAPROCKI, Véronique POMAREDE, Laurence ROUSSEAU, Séverine SEGISMONT, Yolande THEROND.

MM. Dominique BARIL, Gilles CHICAUD, Gilles CUSIN, Guilhem GARCIN, Laurent MAYOUX, Jean-Claude MOURET, Patrick ORTIGOSA, Laurent PRAT, Bernard SENAULT.

Secrétaire de séance : Mme Séverine SEGISMONT.

Installation des conseillers :

Mme TOUZARD, maire sortant rappelle,
Pour mémoire :

1470 inscrits
916 abstentions
554 votants
37 blancs
35 nuls
482 exprimés

La séance est ouverte sous la présidence de Mme TOUZARD, maire sortant qui déclare les membres présents installés dans leurs fonctions. Après l'appel nominal, donne lecture des résultats constatés aux procès-verbaux des élections et déclare installer dans leurs fonctions de conseillers municipaux :

ARNAL Mélanie
BARIL Dominique
BONNECUELLE Hélène
CHICAUD Gilles
CUSIN Gilles
DURAND Corine
GARCIN Guilhem
MAYOUX Laurent
MOURET Jean-Claude
MOYA-ANNE Claudine
ORTIGOSA Patrick
PAPROCKI Juliette
POMAREDE Véronique
PRAT Laurent
ROUSSEAU Laurence
SEGISMONT Séverine
SENAULT Bernard
THEROND Yolande

DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

Mme Séverine SEGISMONT est élue secrétaire de séance.

N°12/2020 - ELECTION DU MAIRE

M. Jean-Claude MOURET, doyen en âge de l'assemblée prend la présidence de la séance.

Il rappelle les articles L 2122-1, L 2122-4 et L 2122-7 du code général des collectivités territoriales.

L'article L 2122-1 dispose que « il y a, dans chaque commune, un Maire et un ou plusieurs Adjoints élus parmi les membres du Conseil Municipal ».

L'article L 2122-4 dispose que « le Maire et les Adjoints sont élus par le Conseil Municipal parmi ses membres ».

L'article L 2122-7 dispose que « le Maire et les Adjoints sont élus au scrutin secret et à la majorité absolue ».

M. J-C. MOURET sollicite deux volontaires comme assesseurs : M. L. MAYOUX et Mme V. POMAREDE acceptent de constituer le bureau.

M. J-C. MOURET demande alors s'il y a des candidats.

Mme I. TOUZARD propose sa candidature au nom du groupe « Murviel Notre Avenir ».

M. J-C. MOURET enregistre la candidature de Mme I. TOUZARD et invite les conseillers municipaux à passer au vote.

Chaque conseiller municipal dépose son bulletin dans l'urne.

Les assesseurs procèdent au dépouillement :

M. L. MAYOUX proclame les résultats :

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : **19**

- Nombre de bulletins nuls ou assimilés : **0**

- Suffrages exprimés : **19**

- Majorité requise : **10**

Mme TOUZARD Isabelle a obtenu : 19 voix

Mme TOUZARD ayant obtenu l'unanimité des voix, est proclamée Maire et est immédiatement installée dans ses fonctions.

Mme TOUZARD prend la présidence et remercie l'assemblée.

N°13/2020 - DETERMINATION DU NOMBRE DE POSTE D'ADJOINTS

Madame le Maire rappelle que la création du nombre d'adjoints relève de la compétence du Conseil Municipal.

En vertu de l'article L 2122-2 du code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal détermine librement le nombre d'adjoints sans que celui-ci puisse excéder 30 % de l'effectif légal du conseil municipal.

Ce pourcentage donne pour la commune un effectif maximum de cinq postes d'adjoints.

Il est proposé au conseil la création de cinq postes d'adjoints.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

Ce point n'appelle aucune observation.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **DECIDE** la création de cinq postes d'adjoints au maire.

N° 14/2020 - ELECTION DES ADJOINTS

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2122-7-2 ;

Considérant que, dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus ;

Mme TOUZARD demande alors s'il y a des candidats.

M. CUSIN propose une liste de candidat.

Mme TOUZARD enregistre la liste de M. CUSIN et invite les conseillers municipaux à passer au vote.

Chaque conseiller municipal dépose son bulletin dans l'urne.

Les assesseurs procèdent au dépouillement :

M. L. MAYOUX proclame les résultats :

Premier tour de scrutin :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : **19**

A déduire (bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante) : **0**

Reste, pour le nombre de suffrages exprimés : **19**

Majorité absolue : **10**

Ont obtenu :

- Liste de Monsieur Gilles CUSIN : 19 (DIX NEUF) voix
- La liste de Monsieur Gilles CUSIN, ayant obtenu l'unanimité, ont été proclamés adjoints au maire :

1.	Monsieur Gilles CUSIN	1er Adjoint
2.	Madame Juliette PAPROCKI	2ème Adjointe
3.	Monsieur Gilles CHICAUD	3ème Adjoint
4.	Madame Séverine SEGISMOND	4ème Adjointe
5.	Madame Corine DURAND	5ème Adjointe

DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL A LA MAIRE

Madame la Maire expose à l'assemblée :

L'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donne au Conseil Municipal la possibilité de déléguer au Maire pour la durée de son mandat, certaines attributions limitativement énumérées et ce, en vue de faciliter la bonne marche de l'Administration Communale.

Considérant qu'il y a intérêt, en vue de faciliter la bonne marche de l'Administration Communale, à donner à Madame le Maire les délégations prévues par ledit article :

Madame la Maire est chargée, par délégation du Conseil Municipal et pour la durée de son mandat de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, énumérés ci-après :

Sauf disposition contraire dans la délibération, les décisions relatives aux matières qui font l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du maire, par le premier adjoint.

Les décisions du Maire prises par délégation du conseil municipal sont assimilées aux délibérations du conseil portant sur le même objet.

Le maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer, dans les limites de 3%, en augmentation ou en diminution, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° De procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

a) Ces emprunts seront obligatoirement classés de 1A à 3B maximum (selon le tableau des risques inscrits dans la charte de bonne conduite signé entre l'établissement bancaire et les collectivités territoriales du 7 décembre 2009). Leur durée ne pourra pas excéder 25 ans ; Le montant maximum emprunté ne pourra excéder 300 000 euros.

b) De procéder à des remboursements anticipés des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et de contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices, dans les conditions et limites fixées dans sa délégation de réaliser les emprunts visés ci-dessus ;

c) De procéder aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts et passer à cet effet, les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;

16 °d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle devant toutes les juridictions qu'elles soient civiles, administratives ou pénales (en première instance, appel et éventuellement en cassation, en référé comme au fond) en s'entourant des conseils de son choix et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 €;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 10 000 € ;

18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 500 000 euros ;

21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions ;

26° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

27° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation.

Avant de procéder au vote, un débat est proposé.

M. P. ORTIGOSA souhaite savoir ce que signifie l'article 27 qui donne la possibilité au maire, au nom de la commune d'exercer le droit prévu au I de l'article de l'article 10 de la loi n°75 1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation.

Mme TAGLIARENI précise que l'exercice de ce droit permet au maire de garantir, préalablement à la conclusion de toute vente d'un ou plusieurs locaux à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel, consécutive à la division initiale ou à la subdivision de tout ou partie d'un immeuble par lots, que le bailleur, à peine de nullité de la vente, doit faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à chacun des locataires ou occupants, l'indication du prix et des conditions de la vente projetée pour le local qu'il occupe.

Cette notification vaut offre de vente au profit de son destinataire.

A noter que le détail de cet article a été transmis à M. Ortigosa à l'issue de la séance.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **ACCORDE** au Maire le bénéfice des dispositions de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales telles qu'exposés ci-dessus ;
- **AUTORISE** le Maire à procéder à une subdélégation de signature à un membre du Conseil Municipal ;

QUESTIONS DIVERSES :

Mme TOUZARD, donne lecture de la Charte de l'élus Local qui précise que :

1. L'élus local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l'élus local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L'élus local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élus local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L'élus local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élus local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

6. L'élú local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.

7. Issu du suffrage universel, l'élú local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

Mme TOUZARD remercie et félicite l'ensemble des nouveaux membres du Conseil Municipal. Elle se réjouit d'avoir pu enfin tenir cette séance d'installation du conseil.

Mme la Maire précise que les deux prochains conseils auront lieu les :

- Jeudi 18 juin 2020
- Jeudi 9 juillet 2020

La séance est levée à 18h45.